

Une majorité de Français souhaite un référendum sur la sortie de la France de l'UE

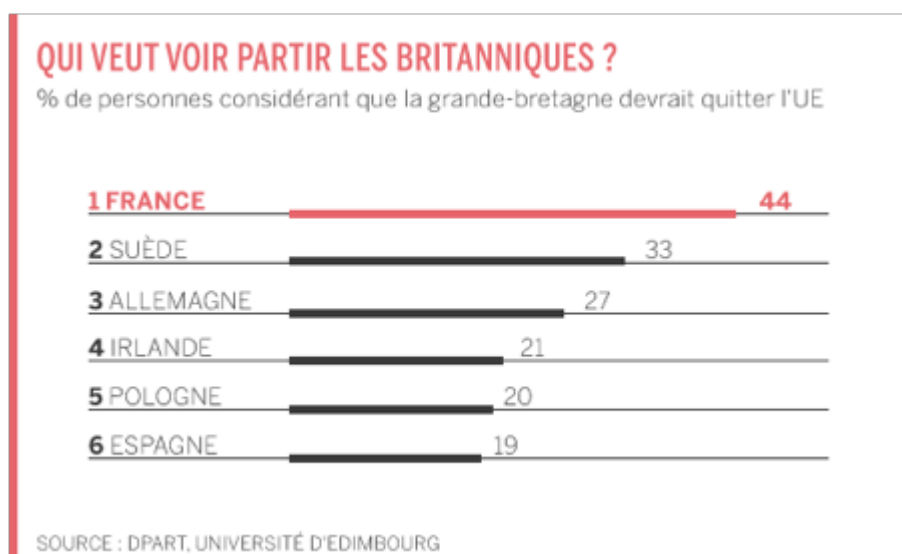
Par **Philippe Bernard**

Londres, correspondant

Une majorité de Français (53 %) souhaite un référendum sur le maintien ou non de la France dans l'Union européenne (UE), à l'instar de celui prévu au Royaume-Uni le 23 juin. C'est l'une des révélations de l'enquête menée début février auprès de 8 000 électeurs dans six pays de l'Union (Allemagne, France, Pologne, Irlande, Espagne et Suède) par l'université d'Edimbourg et le cercle de réflexion allemand D/part.

Cette étude, publiée jeudi 10 mars, est la première à rendre compte de l'état des opinions publiques européennes à l'égard du débat ouvert au Royaume-Uni et à comparer les perspectives qu'il ouvre, tout comme les espoirs et les craintes qu'il suscite. De tous les Européens interrogés, les Français sont les plus favorables à la sortie du Royaume-Uni de l'UE, mais, en même temps, les plus enclins à réclamer les mesures anti-immigrés que David Cameron a partiellement obtenues pour son pays.

Pour près de la moitié des Français, le « Brexit » (« British exit » ou sortie du Royaume-Uni de l'UE) ne serait pas une catastrophe : ils sont 44 % à penser que « la Grande-Bretagne devrait quitter l'UE », alors que seuls 27 % des Allemands et 19 % des Espagnols partagent ce point de vue.



D'ailleurs, les Français, comme les Suédois, sont nombreux à estimer que l'économie britannique bénéficierait d'un Brexit. Tandis que les Allemands sont 56 % à s'attendre à des effets négatifs pour les Britanniques, les Français ne sont que 27 %.

Une majorité en faveur du maintien de Londres dans l'Union

L'enquête

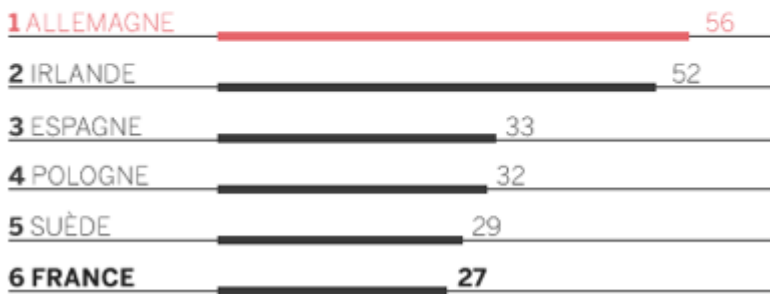
permet d'une autre façon de prendre la mesure de l'empathie relative des Français à l'égard des Britanniques : 33 % des Français, qui pensent que le Brexit serait mauvais pour le Royaume-Uni, en sont

cependant partisans. Seuls 6 % des Polonais et 22 % des Allemands ont la même « mauvaise » pensée.

Globalement, cependant, une majorité se dégage dans les six pays étudiés, en faveur du maintien de Londres dans l'Union. Mais les Français sont décidément les plus réticents : Ils sont 56 % à souhaiter garder les Britanniques dans l'UE, alors que les Allemands sont 73 % et les Polonais 80 %.

QUI A PEUR POUR L'AVENIR DES BRITANNIQUES EN CAS DE BREXIT ?

% de personnes considérant que la situation économique de la Grande-Bretagne pourrait se détériorer en cas de Brexit



L'appartenance du Royaume-Uni à l'UE est-elle bonne pour ce pays en particulier ? Pour l'UE tout entière ? Les avis sont partagés : « Les Français et les Allemands sont plus nombreux à penser que l'adhésion est bonne pour le Royaume-Uni lui-même plutôt que pour l'Union », souligne Jan Eichhorn, chercheur à l'institut de sciences politiques et sociales de l'université d'Edimbourg, coauteur de l'étude.

Seuls 40 % des Français estiment que l'adhésion britannique est

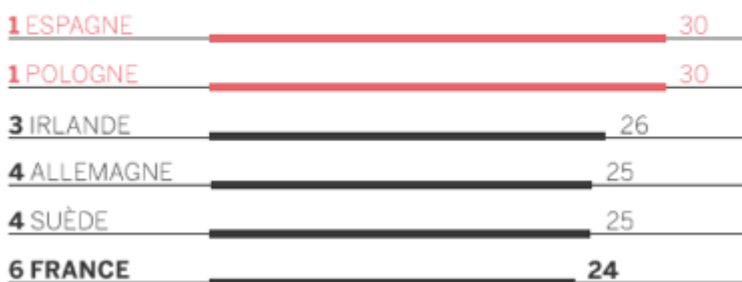
bonne pour l'UE, contre 48 % des Allemands et... 68 % des Irlandais, dont le commerce dépend largement de Londres. De toute façon, les deux tiers des Français et des Allemands pensent que le Brexit n'aurait « aucun » ou « peu » d'effet sur leur vie personnelle.

Hostilité aux exceptions

Les Européens semblent plus proches entre eux sur deux autres points importants : ils pensent que l'UE ne devrait pas multiplier les exceptions en faveur du Royaume-Uni et ils sont réticents à accorder à Londres le bénéfice du maintien dans le marché commun en cas de sortie de l'Union.

QUI ACCEPTE QUE LES BRITANNIQUES BÉNÉFICIENT D'EXCEPTIONS DANS L'UE

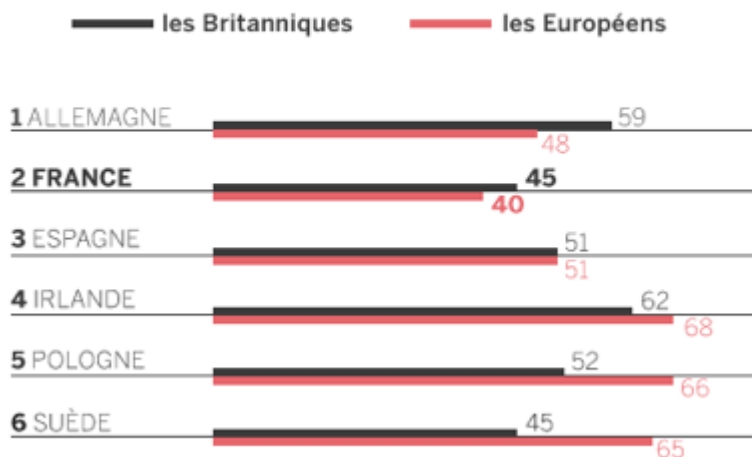
% de personnes considérant que la Grande-Bretagne devrait être autorisée à négocier des dérogations pour rester dans l'UE



Dans les six pays étudiés et singulièrement en Allemagne (62 %), les électeurs interrogés estiment que les réformes de l'UE doivent s'appliquer à l'ensemble des Etats

QUI PENSE QUE LES BRITANNIQUES SONT AVANTAGÉS DANS L'UE ?

% de personnes considérant que la Grande-Bretagne dans l'UE, c'est bon pour



membres, seuls un quart acceptant que Londres bénéficie d'un traitement spécial.

Mais, lorsqu'on interroge les citoyens européens sur les concessions effectivement négociées par David Cameron avec Bruxelles, ils sont nombreux à les revendiquer pour leur propre pays. Les Français en particulier ne sont pas en reste.

Ainsi, 32 % des Français sont partisans de priver les étrangers européens de prestations sociales pendant les quatre premières années de leur séjour (23 % des Allemands et seulement 17 % des Suédois), tandis que 25 % défendent le principe de droits sociaux immédiats.

QUI VEUT RÉDUIRE L'ACCÈS AUX AIDES SOCIALES

% de personnes en faveur d'une limitation des aides sociales pour les citoyens de l'UE installés dans un autre pays de l'UE



Les Français se distinguent encore par leur propension relative à accepter la fin de la libre circulation des travailleurs en Europe : 25 % souhaitent qu'il soit mis fin à ce principe fondateur de l'Union, tandis que 35 % le défendent.

QUI VEUT METTRE FIN À LA LIBERTÉ DE MOUVEMENT EN EUROPE

% de personnes en faveur d'une restriction de la liberté d'installation et de travail pour les citoyens de l'UE

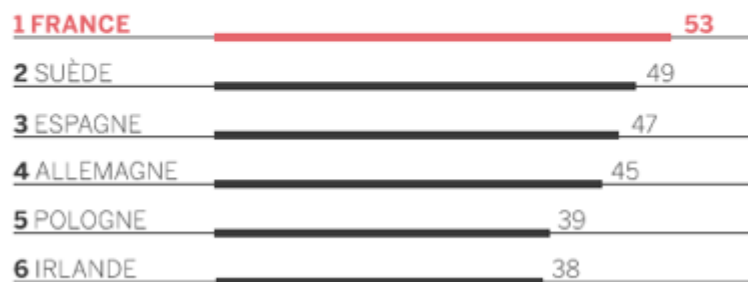


référendums en Europe»

Après toutes ces questions liées au référendum britannique, on a donc demandé aux Européens s'ils souhaiteraient qu'une telle consultation soit organisée dans leur pays. Les Français (53 %) sont les seuls à en être majoritairement partisans (45 % pour les Allemands et 47 % pour les Espagnols).

QUI VEUT AUSSI UN RÉFÉRENDUM SUR LA SORTIE DE L'UE

% de personnes en faveur d'une consultation similaire au référendum britannique dans leur propre pays



«Un laboratoire pour d'autres

« Le référendum britannique est un laboratoire pour d'autres référendums en Europe. Une telle banalisation pourrait produire des effets dévastateurs », commente Anand Menon, professeur de politique européenne au King's College de Londres et directeur de « UK in a changing Europe », un réseau de chercheurs spécialisés dans les relations entre le Royaume-Uni et l'UE.

L'extrême droite française peut-elle se réjouir de tels chiffres ? Pas sûr, si l'on considère que les partisans d'un référendum sur le « Frexit » (rupture entre la France et l'UE) sont loin de vouloir quitter l'Union : 40 % y répondraient d'ailleurs négativement. Au total, 45 % des Français voteraient pour rester dans l'UE, 33 % pour quitter (22 % n'ont pas d'opinion).

En Allemagne (60 % de votes pour rester), en Pologne (66 %) ou en Espagne (68 %), les majorités proeuropéennes sont beaucoup plus nettes et les indécis moins nombreux.

Ainsi, les Français, s'ils professent une relative indifférence à un éventuel Brexit, apparaissent comme le peuple le plus travaillé par l'eurosepticisme, probablement après les Britanniques. Mais aussi le plus clivé sur la question européenne : tandis que 47 % peuvent être qualifiés d'« eurosceptiques » car ils souhaitent soit que la France quitte l'UE, soit que l'Union soit moins puissante, une forte minorité (30 %) défend un point de vue radicalement inverse : ils veulent une UE renforcée, voire rêvent d'un gouvernement fédéral unique pour l'Europe.